



# Le Canton de Vaud prêt pour la RIE III

Présentation de Pascal Broulis, chef du DFIRE,  
12<sup>e</sup> rencontre du Club des Cent, Vevey, le 1<sup>er</sup> novembre 2016

# Vaud et ses finances

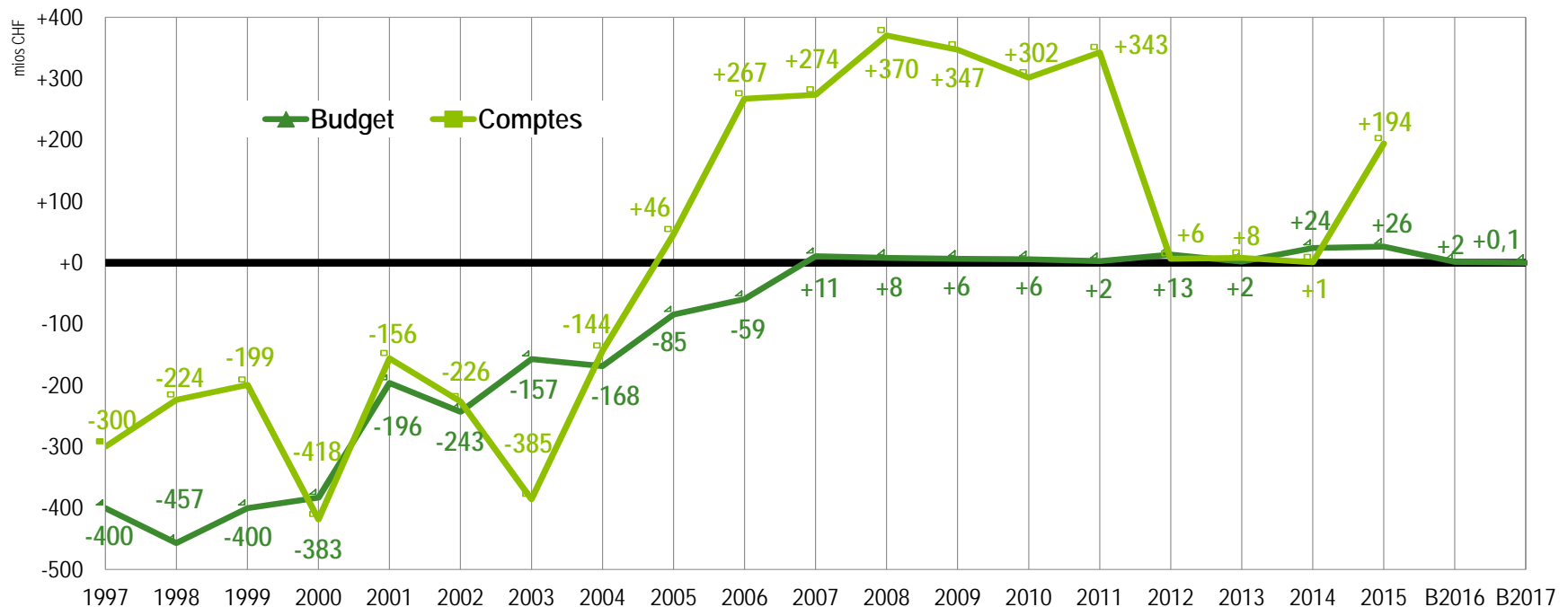
- Superficie: 321'200 hectares (7,8% CH)
- Population 31.12.2015: 773'400 (9,3% CH)
- Emplois fin 2014 (provisoire)\* 431'800 (8,5% CH) – 339'500 EPT (8,7%)  
\*Ensemble des emplois, y compris micro-emplois

## • Les chiffres significatifs des comptes 2015

- Total des revenus: 9'847,1 mios
- Excédent de revenus: 194,2 mios
- Total des charges: 9'652,9 mios
  - Dont: 398,3 mios d'écritures de boucllement
- Revenus des impôts: 5'925,3 mios
  - 3'410,8 mios impôt sur le revenu
  - 620,4 mios impôt sur la fortune
  - 629,7 mios impôt sur le bénéfice (sociétés)
  - 79,7 mios impôt sur le capital (sociétés)

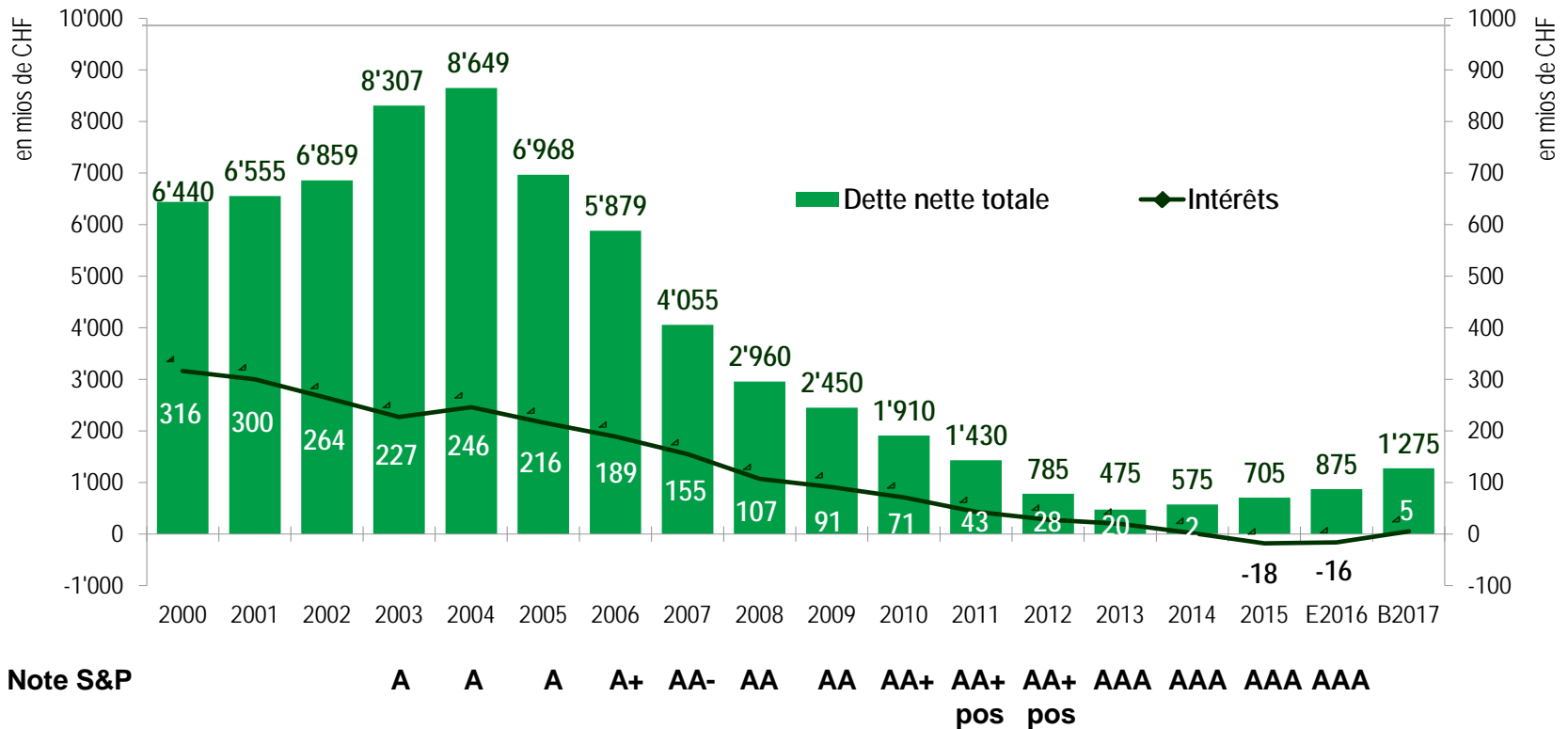
## 2005-2015 : une décennie de résultats positifs

- Après quinze exercices déficitaires (1990-2004), équilibre des comptes dès 2005. Et onzième budget excédentaire consécutif
  - Dépenses contenues avec des renforcements sectoriels
  - Conjoncture économique favorable
  - Pas de hausse de la fiscalité (allègements ciblés dès 2009)
  - **Un équilibre toutefois fragile (0.08 mios d'excédents au budget 2017)**



## Dette, intérêts et notation

- Dette nette réduite de 8,65 milliards en 2004 à 475 mios en 2013
- Croissance dès 2014 à 1,28 milliard en 2017, liée aux financements CPEV et aux investissements (degré d'autofinancement 53%)
- Progression des intérêts suivant le volume de la dette



## **Pourquoi la RIE III? Contexte général**

- **Âpre concurrence internationale, forte mobilité des grandes entreprises**
- **Renforcement parallèle des actions étatiques visant à contrecarrer les transferts de substances fiscales.**
- **Une Suisse attractive:**
  - Imposition privilégiée des revenus réalisés à l'étranger par les sociétés holding, de domicile et mixtes.
  - par le biais de statuts fiscaux particuliers octroyés par les cantons
- **Situation contestée dès 2007, combattue dès 2012 par l'UE, l'OCDE et le G20 dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale.**
- **Accord Suisse-UE le 1<sup>er</sup> juillet 2014 sur la fiscalité des entreprises, cet accord prévoit l'abrogation des statuts particuliers.**

## Ce qui est en jeu

- **Des activités économiques déterminantes**
  - Quelque 24'000 entreprises internationales sont aujourd'hui en Suisse au bénéfice de statuts fiscaux cantonaux particuliers
  - Soit 135'000 à 175'000 employés
  - Environ 50% des dépenses privées de Recherche & Développement
  - Clients précieux, directs ou indirects, de notre réseau de PME
  - Investisseurs et consommateurs (bâtiments, entretien, services)
- **Une précieuse substance fiscale**
  - 7% de l'ensemble des sociétés; près de 50% des recettes de l'impôt fédéral sur le bénéfice (IFD) soit environ 5,3 milliards de francs
  - TVA, Impôts cantonaux sur des salaires globalement élevés, impôts fonciers, etc.

## Le travail du Parlement fédéral

- **5 juin 2015:** **Message du Conseil Fédéral sur la RIE III**
- **Juin 2015 - Juin 2016:** **Travaux parlementaires, y compris procédure d'élimination des divergences**
- **17 juin 2016:** **Adoption de la RIE III en vote final**
  - Conseil des Etats: 29 oui, 10 non, 4 abstentions
  - Conseil National: 139 oui, 55 non, 2 abstentions
- 28 juin 2016: Lancement du référendum
- 6 oct 2016: Fin du délai référendaire (aboutissement acquis)
- **12 fév 2017:** **Vote populaire (sous réserve décision CF)**
- **1<sup>er</sup> Janv 2019:** **Si oui – et ce sera oui - Mise en œuvre RIE III**

## De bonnes solutions, respectant le fédéralisme

- **La Confédération supprime les statuts spéciaux et participe aux coûts de la réforme (environ 1,3 mrd pour le budget fédéral)**
  - Hausse de 17% à 21,2% de la part des cantons à l'IFD (1,1 mrd)
  - Déduction au niveau fédéral des intérêts notionnels (NID) (220 mios)
- **Les cantons fixent leur taux d'imposition des bénéfices**
- **Outils fiscaux complémentaires: les cantons ont le choix de l'application et de l'intensité dans des limites déterminées.**
  - Déduction facultative des intérêts notionnels (NID), pourvu que le taux d'imposition partielle des dividendes soit d'au moins 60%
  - Patent Box à 90% max. Les cantons peuvent limiter ce taux.
  - Les cantons peuvent autoriser une déduction maximale de 150% des dépenses R&D en **Suisse**.
- **Plafond global d'allègement à 80% au maximum**



# Évolution des taux prévue dans les cantons

Canton	Actuel	Planifié en 2019
Zoug	14,5%	12%
Lucerne	12,3%	12,3%
Schaffouse	16,04%	12,5%
Nidwald / Obwald	12,66%	12,66%
Bâle-Ville	22%	13%
Genève	24,16%	13,49% (+ 0,3%)
Fribourg	19,86%	13,72%
<b>Vaud</b>	<b>22,09%</b>	<b>13,79%</b>
<b>Moyenne Suisse</b>	<b>19,06%</b>	<b>13,97%</b>
Bâle-Campagne	20,70%	14%
Neuchâtel	15,6%	15,6%
Berne	21,64%	16,4%
Zurich	21,1%	18,2%

- **Un taux unique dans chaque canton**
  - Les PME suisses seront les premières bénéficiaires
  - Les entreprises internationales paieront un peu plus mais la Suisse reste concurrentielle

## La RIE III dans un canton: Vaud

- **Dès 2012:** - Premières réflexions internes au DFIRE
- **4 avril 2014:** - «Feuille de route» du Conseil d'Etat
- **2014-2015:** - Rapport au Grand Conseil  
- Discussions avec tous les milieux concernés  
- Rédaction des textes légaux
- **29 sept 2015:** - La RIE III est adoptée par le Grand Conseil vaudois par 103 oui 6 non (14 abstentions)
  - Référendum, abouti le 23 déc. 2015
- **20 mars 2016:** - Projet approuvé par **87,12%** des votants (35,31% de participation)
- **Le fruit d'un dialogue intense et constructif**

# Un équilibre trouvé

- **Un taux unique de 13,79% remplacera (2019) les statuts spéciaux et le taux ordinaire de 21,6% (2016), un des plus élevés de Suisse**
- **Usage réfléchi des outils fiscaux complémentaires**
  - Baisse sensible pour les PME vaudoises (28'000 entreprises). En période de franc fort une marge pour investir, recruter, se développer...
  - Hausse modérée pour les sociétés à statuts, déterminantes pour la prospérité VD (analyse CREA, données 2011)
    - 25'000 ETP = 8,7% des emplois VD; 5,08 milliards (10,9% de la valeur ajoutée VD);  
620 mios d'impact fiscal (sociétés + employés) = 11,9% des recettes fiscales de l'Etat
  - Vaud reste compétitif en comparaison intercantonale et internationale
- **Amélioration, avec financement partiel des entreprises, du pouvoir d'achat des familles et des travailleurs.**
- **Répartition avec les communes de la participation de la Confédération aux coûts de la RIE III.**

# Conséquences fiscales pour le canton et les communes

- **A partir de 2019\***

Diminution des entrées sociétés ordinaires:	- 442 mios
Hausse des entrées ex-sociétés à statuts:	+ 50 mios
Compensation de la Confédération:	+ 107 mios
<b>Total</b>	<b>- 285 mios</b>

Dont environ 80 mios pour les communes, ramené à 49,6 mios par le soutien de l'Etat et des milieux économiques.

\*Extrapolation à partir des chiffres 2012

- **Un investissement dans la solidité économique du canton**
- **Sans impact sur la fiscalité des personnes physiques**
  - «On ne déshabille pas Pierre pour habiller Paul»

## Conclusions

- **La RIE III maintient des emplois, renforce les PME, préserve des recettes, contribue à des finances saines**
- **La RIE III assure notre la compétitivité fiscale, sécurise notre droit, donne de la visibilité aux entreprises dans un environnement instable**
  - Après le Brexit, Londres entend réduire son imposition
  - L'UE condamne l'Irlande à réclamer 13 mrds d'impôts à Apple
  - Etc.
- **Vaud a anticipé la RIE III, il est prêt à l'appliquer dès 2019**
- **Un échec sur le plan fédéral contraindrait le canton à réexaminer toute sa réforme, y compris les mesures d'accompagnement**
- **OUI à la RIE III: Une bonne solution**